

NEWSLETTER



OXFAM

Bulletin d'informations trimestriel
Septembre - Octobre - Novembre

SPCIALE GOUVERNANCE

OXFAM KOËGA

NL/04/21

Adresse Oxfam au Burkina Faso
Zone du Bois, Rue Baorg-ganga , Porte N° 285
10BP: 13491, Ouagadougou, Burkina Faso
Tel: +226 25 36 20 68/23

<https://twitter.com/oxfamauburkina>
<https://www.facebook.com/oxfamauburkina>

<https://burkinafaso.oxfam>
NL/04/21

DANS CE NUMERO

EDITO

Omer Kaboré
Directeur pays d'Oxfam au Burkina Faso

PROMOUVOIR LA BONNE
GOUVERNANCE À
TRAVERS LES CADRES DE
DIALOGUE CITOYEN

Directeur de publication: Omer Kaboré
Coordination: Ousmane Diallo
Rédaction, mise en page et infographie:
Michel Nana, Syntyche Ouédraogo
Photos: Oxfam

ÉDITORIAL



Pour améliorer la gouvernance locale et nationale et contribuer à la réduction des inégalités, Oxfam a fait de la participation citoyenne des jeunes et des femmes et l'interpellation des pouvoirs publics par les Organisations de la société civile son cheval de bataille à travers plusieurs projets aux axes d'interventions convergents.

Ceci dans le but de promouvoir une citoyenneté active pour la réduction des inégalités de manière progressive et inclusive par la création et l'utilisation d'espaces dans lesquels les citoyennes et citoyens exercent leurs droits afin d'influencer et contrôler l'augmentation des ressources pour les dépenses au profit de services publics de qualité, de systèmes fiscaux responsables, d'une mobilisation des revenus, en introduisant et en construisant des changements sociaux.

Dans ce cadre intervient le "Programme de renforcement de la gouvernance locale et du contrôle citoyen au Burkina Faso", d'une durée de 3 ans, financé par l'Ambassade du Danemark et mis en oeuvre au Burkina Faso dans 9 communes que sont Tenkodogo, Kaya, Manga, Saponé, Bama, Satiri, Koubri Sabcé et Réo.

Ce projet est porté par notre programme "Citoyenneté Active et Réduction des Inégalités" (CARI). Avec la collaboration fructueuse des partenaires tels que la Coalition burkinabè pour les droits de la femme (CBDF), le Secrétariat permanent des Organisations non gouvernementales (SPONG) et l'Organisation pour le renforcement des capacités de développement (ORCADE), le projet a permis de mettre en place ce que nous appelons des Cadres de Dialogue Citoyen (CDC) dans les régions de mise en oeuvre (Hauts Bassins, Centre, Centre-Sud, Centre-Ouest, centre-Est).

Ces cadres de dialogues, grâce à des feuilles de routes mises en place par eux-mêmes, enregistrent des résultats et des effets induits importants, de même que des changements de comportement des populations et des élus locaux et renforcent le niveau de collaboration entre eux et les organisations de femmes, de jeunesse et les élus locaux. Cela a permis de capitaliser des leçons et bonnes pratiques en rapport avec leur stratégie d'intervention et de fonctionnement de même que la bonne gouvernance et le contrôle citoyen.

Cette newsletter "spéciale bonne gouvernance" met en lumière quelques résultats palpants de ces cadres de dialogue citoyen.

A toutes et à tous, je souhaite une très bonne lecture!

COMMUNE DE BAMA

QUAND LE CDC OUVRE LES PORTES D'UN MARCHÉ DE 90 MILLIONS FCFA AUX FEMMES !

La commune de Bama est bénéficiaire du programme de renforcement de la gouvernance locale et du contrôle citoyen au Burkina Faso, financé par l'Ambassade du Danemark. Dans cette commune, l'action du Cadre de dialogue citoyen (CDC) a produits des résultats très satisfaisants. Exemple de réussite : le marché de cantines scolaires !

Sawadogo Salimata, sourire aux lèvres est une étuveuse de riz et fait partie de l'Union de coopérative composée de 700 femmes, de la commune de Bama, province du Houët, dans la région des Hauts-Bassins du Burkina Faso. Cette coopérative existe depuis près de 10 ans et avait un problème de mévente de sa production, notamment de riz. Mais depuis quatre ans, les choses ont changé. « On n'avait pas de marché mais grâce à la mairie, nous avons désormais le marché des cantines scolaires. C'est un marché de 90 millions F CFA ». Voilà ce que cette battante nous a déclaré. Effectivement, depuis 4 ans, la coopérative est détentrice du marché de livraison des cantines scolaires de la commune. Pouvoir écouler le riz qu'elles produisent, est une épine de moins dans les pieds des 700 membres de ladite coopération. Mais pour arriver là, il y a eu un chemin et un déclic actionné par le Cadre de dialogue citoyen (CDC) de Bama.

« C'est grâce au plaidoyer du CDC que nous avons eu ce marché. Nous les félicitons », a affirmé Mahamadi Ouédraogo, gestionnaire du groupement des étuveuses de riz de Bama. En effet, tout est effectivement parti d'un plaidoyer des membres du CDC auprès des autorités communales de Bama autour du budget sensible au genre. Mahamadi Ouédraogo, a confirmé qu'il y a un partenariat de livraison de cantines scolaires entre la commune et la coopérative des femmes. C'est d'ailleurs la commune qui est allée, à partir du plaidoyer du CDC, vers la coopérative de femmes pour lui offrir l'opportunité du marché des cantines scolaires. Comme il fallait s'y attendre, ce marché a redynamisé les activités de la coopération. Il a aussi permis aux femmes d'améliorer leurs revenus et d'avoir accès aux crédits auprès d'institutions financières.

A écouter les différents témoignages, le CDC ne s'est pas contenté de faire un plaidoyer pour l'accès de la coopérative au marché des cantines scolaires. Il est resté là, pour veiller au grain quant à la qualité des vivres livrées par les femmes. « La coopérative a livré du riz qui n'était pas de qualité. Nous l'avons interpellée et sur le terrain, les femmes ont compris l'intérêt de notre interpellation. Et cela leur a permis d'avoir d'autres marchés », a expliqué Zacharia Ouédraogo, président du CDC de Bama. Pour le chef coutumier de Bama « il y a des choses qui sont en train de changer positivement » dans sa commune. D'après lui, « les sensibilisations du CDC ont permis à la population de savoir et de comprendre beaucoup de choses ». « Les gens ne savaient pas qu'il fallait demander des comptes aux dirigeants et que c'était un droit de chercher à comprendre la gestion de la chose publique », a-t-il souligné. Pour le chef, l'action du CDC éclaire sur les activités du conseil municipal. « Je les félicite surtout dans le cadre de la médiation. Ils interviennent pour régler les mésententes et cela contribue à la promotion de la cohésion sociale », a conclu le chef de Bama. Pour Nikiéma Etienne, responsable des marchés publics de la mairie de Bama, et chef de service de développement économique local, « le budget sensible au genre intègre les préoccupations des femmes » et met « les femmes au cœur de l'action de développement local ».



Vue sur le CDC de Bama

COMMUNE DE KAYA

LE CSPS DU SECTEUR 6 REVIT GRÂCE AU CDC

La commune de Kaya dans la région du Centre-Nord est bénéficiaire du programme de renforcement de la gouvernance locale et du contrôle citoyen au Burkina Faso, financé par l'Ambassade du Danemark. Grâce à ce programme, plusieurs acquis en matière de développement ont été acquis par la population de cette localité. Ceux qui fréquentent le CSPS du secteur 6 de la ville en savent quelque chose.

Les habitués connaissent bien l'histoire. Au Centre de santé et de promotion sociale (CSPS) du secteur 6 de la ville de Kaya, il n'y avait point d'électricité ni d'eau. De façon plus précise, pendant quatre ans, aucune goutte d'eau ne tombait du robinet de ce CSPS. Cette situation va changer avec l'intervention du Cadre de dialogue citoyen (CDC) de la commune de Kaya. Selon Prosper Napadnaba, point focal CDC Kaya, lui et les autres membres du bureau CDC, ont fait du rétablissement de l'eau et de l'électricité du CSPS, leur bataille. « Nous avons cherché à comprendre », a fait remarquer le point focal du CDC lorsque lui et ses camarades du bureau ont constaté que depuis quatre ans « le CSPS n'avait pas d'électricité et d'eau ».

Sur la question, les membres du CDC sont allés aux renseignements auprès du maire et du médecin chef de district (MCD). Ce dernier a détaillé des multiples démarches entreprises depuis plusieurs années pour débloquer le problème d'eau et d'électricité dans le CSPS. Et ses explications ont fait « froid au dos », pour emprunter les mots du point focal Napadnaba. Le MCD s'est notamment réjoui de voir une OSC s'intéresser aux problèmes du CSPS du secteur 6. Les résultats n'ont pas tardé ! «Présentement, l'eau coule et l'électricité est là », s'est félicité le point focal du CDC/Kaya.

En plus des problèmes d'eau et d'électricité du CSPS, le CDC a mené un plaidoyer pour la réfection du pont de Napagba de la ville. Effectivement, grâce au concours des autorités au niveau national et décentralisé, le pont a été refait pour le grand bonheur des populations. Des dénuements heureux qui donnent du crédit à l'existence du CDC. « La création du CDC est un ouf de soulagement pour la population », a indiqué Soré Iliasse, président du CDC de Kaya. « Les populations nous appellent pour les secourir ou les aider à résoudre des problèmes », a dit pour sa part Prosper Napadnaba. Pourtant, le démarrage des activités du CDC de la commune de Kaya n'a pas été aussi aisé. « Le bureau de 10 membres est allé se présenter au maire de Kaya. Et c'est là que les inquiétudes ont commencé car d'aucuns ont pensé que nous sommes venus pour mettre du sable dans leur couscous. C'est au fur et à mesure que les autorités communales ont compris que le CDC a un rôle important dans la commune de Kaya », a rappelé notre interlocuteur Napadnaba. Pour ce qui est des perspectives, le CDC Kaya a noté que « beaucoup d'activités ont été menées mais il en reste encore beaucoup ». « Nous avons une feuille de route que nous mettrons en œuvre. Je demande la compréhension et l'accompagnement de tous », a conclu le président du cadre ».



Vue sur le CDC de Kaya

COMMUNE DE KOUBRI

« CERTAINS PENSAIENT QUE NOUS ÉTIIONS VENUS POUR METTRE DES BÂTONS DANS LEURS ROUES »

Koubri est une commune de la province du Kadiogo, dans la région du Centre. Elle est l'une des localités bénéficiaires du programme de renforcement de la gouvernance locale et du contrôle citoyen au Burkina Faso, financé par l'Ambassade du Danemark. Dans la mise en œuvre de ce programme, le Cadre de dialogue citoyen (CDC) joue pleinement sa participation

« Nous avons eu l'accompagnement de la Direction régionale de l'eau et de l'assainissement qui a donné des latrines à réaliser au niveau de la commune. Nous avons eu des échos qu'il y avait des plaintes au niveau des ménages, plaintes selon lesquelles, les latrines ne sont pas bien faites. Le CDC a profité de la journée de redevabilité pour revenir sur cette question pour demander à ce qu'on ait un œil regardant sur ces réalisations parce que c'est l'argent du contribuable qui est mis dedans. Il faut bien que les infrastructures soient bien réalisées au profit de la population pour ne pas payer des gens qui ne font pas bien travail ». Ces propos de Jérôme Zangré, 1er adjoint au maire de Koubri, viennent illustrer la mission que mènent les membres du Cadre de dialogue citoyen (CDC) dans ladite commune. Effectivement, Yerbanga Amadou, président du CDC et ses collègues ont fait le constat que les latrines publiques au niveau du marché de Koubri sont dans un état « lamentables ». De même, pour les latrines offertes par la Direction régionale de l'eau et de l'assainissement, il y avait des « dalles et des briques mal confectionnées ». Suite à une interpellation du CDC, les dalles et briques « mal confectionnées » ont été retirées du site. Ces actions du CDC font réagir le 1er adjoint au maire de Koubri. « Nous nous demandons souvent si le suivi-contrôle fait bien son travail », s'est interrogé Jérôme Zangré. Une façon pour cette autorité municipale de saluer le travail fait par les membres du CDC. « Je voudrais rendre hommage à ce Cadre qui, de par son action, suscite l'adhésion de la population dans les actions que mène la mairie », a-t-il indiqué. Et d'ajouter qu'il faut "la société civile pour contribuer à éveiller les consciences des citoyens".

« Nous apprécions à sa juste valeur cette collaboration », a-t-il insisté. Pour le 1er adjoint au maire, ce sont les membres du CDC « qui suivent (les travaux, ndlr) et qui connaissent les failles. Et donc s'il y a des failles, il faut interpellier pour qu'on puisse corriger ».

Si le CDC bénéficie d'une bonne image aujourd'hui, ce n'était pas le cas au début. « C'était très difficile faire comprendre le rôle du CDC aux autorités communales. Parce que certains pensaient que nous étions venus mettre des bâtons dans leurs roues. Nous leur avons fait comprendre que le rôle du CDC, c'est d'être intermédiaire entre l'administration et la population », a notamment témoigné le président du CDC, Yerbanga Amadou.

Le tandem mairie-CDC est en train de faire bouger les lignes si l'on en croit aux différents témoignages. Une interpellation du CDC a permis des conflits entre les orpailleurs et les agents de couverture des taxes et impôts. « Le CDC a contribué énormément à sensibiliser les citoyens quant au paiement de leurs taxes et impôts. On sent déjà que leur apport a beaucoup aidé à mobiliser les contribuables. Je souhaite que tous les partenaires qui soutiennent ce cadre puissent continuer à les accompagner parce qu'il fait un travail qui profite à la commune et aux populations », a interpellé le 1er adjoint au maire. Le CDC Koubri a d'autres batailles encore à mener. L'une de ces batailles, c'est la gestion du fonds minier de développement. « La mairie a confirmé qu'elle reçoit les fonds miniers. Le jour de la redevabilité, nous avons évoqué le problème la mairie nous a fait savoir qu'elle est en train de construire des bureaux pour l'Action sociale. Nous poursuivons nos enquêtes et luttes pour que cette cela soit une réalité », a fait constater le président Yerbanga Amadou.



Vue sur le CDC de Koubri

COMMUNE DE MANGA

PROMOTION DE LA SECURITE ROUTIERE : LA CONTRIBUTION DU CDC SALUÉE !

Manga est la capitale de la Région du Centre-Sud. Cette commune urbaine a bénéficié de l'intervention duprogramme de renforcement de la gouvernance locale et du contrôle citoyen au Burkina Faso, financé par l'Ambassade du Danemark. Parmi les domaines qui enregistrent des acquis notables, il y a celui de la sécurité routière dont les membres du Cadre de dialogue citoyen (CDC) ont été des promoteurs intrépides.

C'est Bandé H. Jacob, commandant de la Police municipale de Manga, qui l'a affirmé. La mise en place du CDC est « une très belle initiative » qui « a beaucoup apporté à la ville de Manga ». De quoi est-il question ? En réalité, le flic municipal parle de la sécurité routière dans une ville en mutation quelques années. Des nouvelles bitumées et bien construites, des feux tricolores en nombre croissant,...La ville de Manga change et sa population doivent s'habituer à ces changements. « On a constaté une diminution sensible des cas d'accident dans la ville de Manga. Vous savez que la sécurité du citoyen, c'est notre priorité. Quand le citoyen est bien portant, la ville se développe très sensiblement. Nous sommes très reconnaissants au CDC pour le travail de sensibilisation et de conscientisation et de changement de comportements », a expliqué le commandant de la Police municipale.

Selon les explications de Diallo Souleymane, président CDC Manga, sa structure, mise en place en 2020, a pu mener plusieurs activités : la sensibilisation de la population sur la sécurité routière, sur les mesures barrières en lien avec la lutte contre la maladie à coronavirus, sur le civisme fiscal, sur les violences faites aux femmes, la transparence et la bonne gouvernance dans la gestion des affaires communales... « Le CDC a permis aux OSC de Manga de se rassembler pour mener des activités communes.

Ce qui est rare », a fait observer le président Diallo pour qui, l'impact de leur action est « incommensurable au sein de la population ».

De même, les choses ont bougé dans le sens de l'amélioration de la condition de la femme. « Nous sommes vraiment satisfaite de ce que nous avons pu mettre en œuvre au profit de la femme au niveau de Manga. L'implication des femmes au niveau des sphères de décision au niveau de la commune était une préoccupation majeure. Et l'arrivée de ce projet a beaucoup contribué à la résolution de cette problématique. Au niveau du conseil municipal, les femmes arrivent à participer. Il y a eu une nette amélioration dans la compréhension des différentes problématiques par les femmes et ce, grâce aux renforcements des capacités », a témoigné Mme Ki/Ouédraogo Maimounata, coordonnatrice du réseau pour la promotion et l'autonomisation de la femme rurale par ailleurs secrétaire adjointe du CDC.

Alors que le commandant de la Police municipale de Manga souhaite que « Dieu bénisse le projet et lui donne les moyens pour continuer de soutenir pour une ville en mutation », la secrétaire adjointe du CDC plaide pour plus d'actions au profit des femmes. « Je saisis l'occasion pour dire merci aux partenaires pour les opportunités offertes et pour l'accompagnement. Il y a un travail qui a été fait mais il y a beaucoup de femmes qui sont toujours dans le besoin d'être accompagnées », a-t-elle souligné.



Une un membre du CDC de Manga

« LES GENS VIENNENT SPONTANÉMENT PAYER LEURS IMPÔTS »

La commune de Réo est située dans la Région du Centre-Ouest. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de renforcement de la gouvernance locale et du contrôle citoyen au Burkina Faso, financé par l'Ambassade du Danemark, ce chef-lieu de la province du Sanguié a vu à l'œuvre, les membres du Cadre de dialogue citoyen (CDC).

« Je me suis beaucoup réjoui quand j'ai appris que le CDC venait mener des activités dans la commune de Réo. Je me suis dit que c'était une occasion que nous devrions saisir pour participer activement aux travaux menés. Nous avons réellement des soucis pour le recouvrement des impôts et taxes dans la commune. Donc, dès que nous avons appris leur arrivée, nous avons dit que voilà des acteurs qui venaient nous appuyer dans notre rôle de recouvrement des taxes et impôts. Et nous avons constaté un changement chez les commerçants. Plus précisément, ils viennent spontanément payer leurs impôts. Nous faisons une mention spéciale aux femmes qui se mobilisent plus pour le paiement des impôts et taxes. Cela a boosté nos recettes propres par rapport aux années antérieures ». Ces propos sont de Traoré Bakary, inspecteur du Trésor, trésorier principal de Réo et receveur municipal de la commune de Réo. Lui et ses agents ont « beaucoup appris » du CDC.

Vous l'aurez compris, l'arrivée du Cadre de dialogue citoyen a été et constitue une aubaine pour le service des impôts de la commune de Réo. « La sensibilisation dans le cadre des actions du CDC nous a fait apprendre et comprendre beaucoup de choses. Avant, les gens fermaient leurs boutiques et se cachaient quand ils voyaient les agents chargés de la collecte des taxes ou du contrôle des prix. Mais finalement, les gens ont compris qu'ils doivent payer les taxes », a témoigné Badolo Issoufou, commerçant au grand marché de Réo. Selon ses explications, les commerçants hésitaient de payer les impôts et taxes parce qu'ils ignoraient leur destination finale. « L'initiative du CDC est utile et doit continuer avec la sensibilisation », a-t-il expliqué.

Effectivement, selon le témoignage de Eugène Bamouni, président de l'association « les amis de la Nature du Sanguié », par ailleurs président CDC et point focal de l'ONG, ORCADE, des séances de sensibilisations ont été organisées au profit des contribuables de la commune de Réo. Les activités ne concernaient pas seulement la question des taxes et impôts. Elles couvraient aussi le domaine de la protection de l'environnement. « Le CDC pense qu'il peut jouer un rôle important dans la protection de la nature et dans le renforcement des espèces végétales », a relaté Eugène Bamouni. D'où une séance de plantation d'arbres par la population à l'appel du CDC. Il a eu d'autres travaux d'intérêt commun comme le curage du barrage de Goundi ensablé depuis plusieurs années.

L'un des défis qui se présentent aujourd'hui aux membres du CDC, c'est l'utilisation du fonds minier de développement évalué à 915 000 000 F CFA et perçu par la commune de Réo. « On doit s'asseoir pour réfléchir à comment utiliser cet argent », a estimé notre interlocuteur Bamouni. « Nous avons pour mission de veiller à la réussite des travaux des infrastructures qui se réalisent dans le cadre du fonds minier », a insisté le responsable CDC. Ce dernier a d'ailleurs apporté une nuance : « Nous ne sommes pas pour déranger les autorités mais pour les accompagner ». D'après lui, « il manquait un tel cadre (CDC, ndlr) pour que les autorités politiques et administratives ainsi que les citoyens sachent qu'il faut un regard citoyen dans la réalisation des infrastructures de développement ».



Une vue sur le CDC de Réo

COMMUNE DE SABCÉ

LES TAXES SE PAIENT DÉSORMAIS LE SOURIRE AUX LÈVRES

La commune de Sabcé dans la province du Bam, région du Centre-Nord, est bénéficiaire du programme de renforcement de la gouvernance locale et du contrôle citoyen au Burkina Faso, financé par l'Ambassade du Danemark. Avec l'appui de ce programme, le Cadre du dialogue citoyen (CDC) a réussi à créer une nouvelle dynamique dans la perception que la population a de l'acquittement des taxes et impôts

Le jour du marché de Sabcé, l'ambiance est bon enfant. C'est dans ce climat que Sawadogo Boureima, agent collecteur au marché de Sabcé, membre du Cadre de dialogue citoyen (CDC), parcourt les hangars pour collecter les taxes. Contrairement à quelques années en arrière, aujourd'hui, les commerçants paient leurs taxes, le sourire aux lèvres. « Aujourd'hui, les gens paient leurs taxes sans attendre une quelconque convocation. Dans le marché, de plus en plus de commerçants n'attendent même pas que je leur tende mon petit bout de papier avant de me tendre l'argent. Il faut dire que de plus en plus, les commerçants savent que c'est avec les taxes qu'on construit la commune ». Ce changement de perception vis-à-vis des taxes et impôts au sein des contribuables, a bien une explication. « La population a été sensibilisée, à travers des théâtres forum et des émissions radiophoniques, sur sa participation et son implication dans le développement de la commune, notamment en payant les taxes et impôts », a témoigné l'agent collecteur, Sawadogo Boureima. Depuis trois ans qu'il a été créé, le CDC mène des activités de sensibilisation des populations en matière de développement local. Conséquence, la commune de Sabcé voit ses recettes propres en nette augmentation.

« Sabcé est une commune minière et beaucoup d'activités s'y mènent. Nous sommes amenés à faire en sorte que ces activités de développement soient bien faites et dans l'intérêt supérieur des populations de notre commune », a expliqué Sawadogo Sayouba, président CDC et vice-président du Réseau national des populations des communes minières du Burkina Faso. A l'écouter, le CDC supervise les différents chantiers de réalisation d'infrastructures. Il donne son avis sur plusieurs domaines dont celui de la qualité des infrastructures à réaliser.

Selon Sawadogo Kelesseyan, conseiller municipal, « le CDC est intervenu pour faire corriger certains travaux ». C'est le cas pour la réalisation des fosses, du laboratoire, des hangars des boutiques et d'une salle polyvalente de 366 places. Dans leurs interventions, les membres du CDC alertent l'autorité communales dès qu'ils constatent des anomalies dans les travaux. De même, ils veillent au grain pour s'assurer de la bonne utilisation du fonds minier de développement dont bénéficie la commune.

Grâce aux sensibilisations, l'on assiste à des changements de comportement dans plusieurs secteurs d'activités. Dans le CSPS de la commune par exemple, les patients bénéficient de plus en plus d'un bon accueil de la part des agents de santé. Les élèves qui abandonnaient l'école pour les sites d'orpaillage, sont de plus en plus habités par la raison. C'est l'exemple de Diallo Zacharia, ex- orpailleur dont le témoignage représente un cas d'école : « J'ai abandonné l'école pour aller sur un site d'orpaillage parce que j'ai vu des jeunes qui ont eu beaucoup d'argent dans l'orpaillage. Quand je suis arrivé, je me suis rendu compte qu'il ne fallait pas abandonner l'école pour aller chercher l'or. Même si tu gagnes l'argent dans l'or, il ne peut pas t'être utile pour toujours. Tout le contraire de l'école. L'orpaillage n'est pas un lieu pour des élèves. C'est grâce aux différentes sensibilisations que j'ai pu quitter l'orpaillage. Actuellement, je fais la classe de 5e et je vais étudier pour être comme le président Roch Marc Christian Kaboré ».

Au niveau des femmes, les plaidoyers faits par le CDC permettent d'ouvrir des portes. En effet, près de 400 femmes ont bénéficié d'un financement de 10 millions de F CFA de la part de Bissa Gold pour mener des activités génératrices de revenus (AGR). « Cet argent est destiné à investir dans nos activités génératrices de revenus et doit être remboursée au bout d'une année. Pour mon cas personnel, ce prêt m'a rendu énormément service dans mon activité. Je voudrais profiter dire merci au CDC pour ce soutien. Mon souhait est que ce soutien soit reconduit et que le montant soit revu à la hausse parce qu'il y a beaucoup d'autres personnes qui sont dans le besoin », a réagi Sanfo Pascaline, dolotière au marché de Sabcé.



Vue membre du CDC de Sabcé

COMMUNE DE SATIRI

« NOUS SOMMES REGARDANTS SUR LE MARIAGE PRÉCOCE DES FILLES »

Satiri est une commune de la province du Houet dans la région des Hauts-Bassins au Burkina Faso. Cette commune a eu le privilège, comme beaucoup d'autres d'ailleurs, de voir à l'œuvre le programme de renforcement de la gouvernance locale et du contrôle citoyen au Burkina Faso, financé par l'Ambassade du Danemark. La création du Cadre de dialogue citoyen (CDC) a suscité une nouvelle dynamique de participation citoyenne

« Ici à Satiri, nous sommes regardants sur le mariage précoce des filles. Nous ne voulons pas que l'on marie les filles mineures ». Ces propos de Traoré Drissa, président CDC, sont traduits en acte concret sur le terrain. En effet, une jeune élève du CEG de Tiarako, localité voisine de Satiri a été enlevée par un jeune homme qui s'enfuyait avec elle en Côte d'Ivoire. Alertés par le directeur dudit CEG, le président du CDC et ses collègues vont se mettre aux trousses du « kidnappeur » de l'élève. Ce dernier avait déjà franchi les frontières mais a été finalement rattrapé grâce à la collaboration entre les Forces de sécurité burkinabè et ivoiriennes. « 15 jours après son enlèvement, la fille est revenue au lycée », s'est félicité Traoré Drissa. La question de la femme est inscrite en bonne place dans les luttes engagées par le CDC de Satiri dans le domaine local.

Selon le témoignage de Traoré Drissa, des 32 conseillers que compte le conseil municipal de Satiri, il n'y a aucune femme. « Aucune femme n'est dans le conseil municipal. Nous nous préparons pour que les femmes et les jeunes soient représentés dans le conseil. On va sensibiliser l'ensemble des acteurs. Déjà, les partis politiques ont pris des engagements sur la question et nous attendons de voir la suite », a précisé le président du CDC. En attendant, le CDC lutte pour une réhabilitation de la maison de la femme de la commune de Satiri.

Pour ce qui est des infrastructures, le CDC a suivi le chantier de réalisation du CEG de Satiri. « Voyez-vous le CEG ? Nous avons suivi les travaux de bout en bout. Un jour, nous sommes venus trouver qu'il y avait des fissures dans le bâtiment nouvellement construit et nous avons interpellé l'autorité communale. Ce dernier nous a dit qu'il n'y aura pas de réception définitive tant que les fissures ne sont pas réparées. Pour la signature de la réception définitive, le maire nous a demandé d'aller vérifier encore. Ce que nous avons fait », a raconté le président du CDC. Le forage et latrines réalisés, ont été suivis par les hommes du CDC. « Permettez-moi de remercier la CBDF et Oxfam qui nous ont fait comprendre que le suivi fait partie du développement de notre commune. Parce qu'on fait des infrastructures qui ne tiennent que deux jours et il faut trouver encore de l'argent pour recommencer », a indiqué Drissa Traoré. « Tout ce que nous faisons, c'est dans l'intérêt supérieur de la commune. Au départ, les gens pensaient que le CDC était des policiers qui agissent contre les élus locaux. En réalité, notre CDC accompagne les élus locaux. Nous travaillons contre les tricheurs », a-t-il conclu.



Vue sur le CDC de Satiri

« BONNE COLLABORATION ENTRE LE CONSEIL MUNICIPAL ET LE CDC »

Tenkodogo est la capitale de la région du Centre-Est et fait partie des principales villes du Burkina Faso. Elle fait partie des communes bénéficiaires du programme de renforcement de la gouvernance locale et du contrôle citoyen au Burkina Faso, financé par l'Ambassade du Danemark. La bonne collaboration entre le conseil municipal et le Cadre de dialogue citoyen (CDC) a permis de garantir pour une bonne réalisation d'infrastructures socio-économiques.

Le 11 décembre 2019, la 59e fête de l'Indépendance du Burkina Faso s'est tenue dans la ville de Tenkodogo, dans la Région du Centre-Est. Pour le suivi des chantiers des infrastructures de cette fête d'indépendance, les membres du Cadre de dialogue citoyen (CDC) ont joué pleinement leur partition et ce, grâce à une bonne collaboration avec le conseil municipal de la mairie de la ville. « Nous avons participé au suivi des travaux du 11 décembre en tant que CDC. Il y a des réalisations vraiment réussies même s'il y a des corrections à faire, notamment le stade et certains panneaux de stop. La mairie nous a communiqué certains cahiers des charges », a témoigné Yigo Maxime, point focal de SPONG et secrétaire général du CDC.

Le travail du CDC a été possible grâce à la disponibilité du maire de la commune. « Nous n'avons pas de difficultés pour démarrer nos activités dans la commune. Nous avons fait une sortie de plaidoyer auprès des autorités politiques et administratives de la commune pour expliquer les raisons de création du CDC », a indiqué Ouédraogo Mohamed, coordonnateur du CDC. D'après ses dires, le maire de Tenkodogo a marqué sa disponibilité à accompagner la nouvelle structure, d'où les bons résultats engrangés. Les membres du CDC étaient même invités pour participer aux réunions hebdomadaires au cours desquelles le point était fait sur la réalisation des différents chantiers en cours.

Sur le plan opérationnel, le CDC a réussi à créer des alliances entre structures associatives qui ont les mêmes objectifs et qui ont accepté de se mettre ensemble pour faire le suivi des différents chantiers de développement. Le message d'une pancarte implantée dans la ville en dit long sur cette approche collégiale : « engageons-nous dans un dialogue citoyen inclusif, pour une contribution active à la réduction des inégalités ». Parmi les autres activités menées, il y a eu la sensibilisation des occupants des hangars dans le marché du secteur 2 de Tenkodogo autour du civisme fiscal, sur le respect des mesures barrières en lien avec la lutte contre la maladie à coronavirus. A propos de la Covid-19, le CDC de Tenkodogo a remis des kits de lavement-mains aux personnes handicapées de la commune. La mairie en a également bénéficié.

« Je remercie partenaires pour nous avoir permis de toucher du doigt certains problèmes de développement », a commenté Mme Ouédraogo née Nanga Catherine, membre CDC. Selon elle, le suivi permet de perfectionner les différentes réalisations. D'après Mme Ouédraogo, le contrôle « n'est pas une affaire d'hommes mais une affaire de citoyens ». Question de souligner qu'au niveau du CDC, les femmes occupent comme il se doit, leurs places. « En tant que citoyennes de la ville de Tenkodogo, nous sommes toutes appelées à faire ce suivi », a-t-elle précisé.



Vue membre CDC de Tenkodogo